



MOSCOU

ORGANE DU 3. CONGRES DE L'INTERNATIONALE COMMUNISTE

N° 29. Jeudi 30 Juin 1921

Direction: Denezny 5, ch. 18.
de 3 à 5 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 1-77-77 et Kremlin 151.

Secrétaire de la Rédaction: Tverskaia 48.
de 6 à 8 (sauf les dimanches et fêtes)
tél. 5-48-10 et 3-79-05.

L'INITIATIVE DANS LA LUTTE.

(A propos du fascisme).

La situation qui depuis quelques mois s'est établie en Italie dans le domaine de la lutte entre la bourgeoisie et le prolétariat a en soi quelque chose de caractéristique et de spécial, repose sur des éléments originaux, est le résultat d'un jeu de forces qui ne s'était encore pas montré dans les autres pays et parmi les autres peuples. C'est pourquoi il est utile et sage que les vicissitudes et les épreuves du prolétariat italien soient attentivement observées par tous les camarades: il pourrait se faire que dans leur pays aussi, il se crée des forces semblables qui, se conjuguant de la même façon, aboutissent à créer une situation identique. La chose d'ailleurs est à éviter par tous les moyens.

La fin de la guerre européenne avait équivalu pour les ouvriers italiens à l'engagement d'une lutte extrêmement ardente contre leur bourgeoisie capitaliste. Les charges et les épreuves imposées par la guerre, les souffrances et les anxiétés contenues pendant 5 années, s'étaient changées en un stimulant, en une incitation à l'action. Les ouvriers et les paysans d'Italie, en pénétrant par centaines de milliers dans les syndicats et par dizaines de milliers dans le parti socialiste, ne manifestaient qu'une seule volonté: celle de submerger dans leur élan tous les obstacles afin d'enlever les plus hautes conquêtes.

En face d'un prolétariat aussi excité à la lutte, se groupait une bourgeoisie en grande partie nouvelle et non organisée; une industrie éprouvée par un développement anormal et rapide sous l'aiguillon des nécessités de guerre, n'ayant pour appui aucune richesse financière, aucune disponibilité de matières premières en proportion; un Etat qui, quoique victorieux, était sorti de l'effort de la guerre avec des rouages désorganisés, désaxés, réduit à la misère, sans pouvoir et sans autorité.

Il ne pouvait y avoir aucun doute sur le résultat d'un duel entre deux adversaires semblables. Pour le prolétariat ce fut donc une avance continue, d'abord plus lente, ensuite plus rapide, enfin foudroyante. Les conquêtes économiques et les conquêtes morales se succédaient de jour en jour. La bourgeoisie au contraire, après quelques velléités de défense, abandonna toute espérance du salut et se soumit à ce qu'elle considérait elle-même comme le terrible tribut imposé par l'histoire aux responsables de la guerre. On en vint à ce point que les combats furent quelque chose de superflu: pour obtenir, il devint suffisant de demander, sans la moindre hésitation.

Le gouvernement de l'Etat et les Comités directeurs du Parti Socialiste et de la Confédération Générale du Travail traitaient entre eux de puissance à puissance. Le patron de l'usine et la "Commission Intérieure" se contestaient le droit de diriger la vie de l'entreprise, et presque toujours c'était l'autorité patronale qui pliait.

Symptômes de la situation:

La commission socialiste partit pour la Russie en juin 1920 avec deux wagons spéciaux et presque tous les honneurs d'une légation diplomatique.

Pendant les troubles suscités par la cherté de la vie, les négociants portaient par milliers les clés de leurs boutiques dans les Bourses du Travail, comme à l'unique organisme effectif de pouvoir et d'autorité qui fonctionnait encore dans la ville.

Une seule menace de la direction du parti est suffisante pour faire abandonner dès le début l'aventure impérialiste d'Albanie, dans laquelle les cliques impérialistes avaient lancé l'armée italienne.

Elections politiques de 1919: 1501 députés socialistes. Elections administratives de 1920: 2500 communistes, qui levèrent le drapeau rouge.

Enfin, en septembre 1920, le prolétariat, dans sa partie la plus consciente et la plus capable, les ouvriers métallurgistes, porta à la bourgeoisie un coup plus audacieux et plus gros de conséquences. Avec l'occupation de plus de 1.500 fabri-

ques, c'est-à-dire de toute la grande industrie italienne, c'était véritablement le cœur de la société capitaliste qui était visé, c'était le principe de la propriété privée, intangible, inviolable, sacrosaint, qui était touché et lésé.

Il y a dans la réalité historique des moments décisifs dans lesquels les forces intérieures qui la forment et qui la créent n'ont plus en elles mêmes la capacité de résoudre les situations qu'elles ont créées. Dans ces moments, c'est la volonté des hommes qui intervient ou bien qui doit intervenir pour diriger les événements dans les voies nouvelles, vers les destins nouveaux. C'est précisément la fonction des partis politiques d'organiser les volontés des hommes unis en un seul consentement et en une seule aspiration, à l'effet d'étudier et de suivre de près les moments successifs de l'histoire et d'intervenir avec tout le poids coordonné de leurs propres forces et de leur propre décision, dans ces instants fatals.

L'occupation des fabriques, accompagnée dans beaucoup de parties de l'Italie de l'invasion des domaines fonciers fut véritablement un de ces moments dans lesquels la capacité des partis politiques et la préparation des classes sont mises à l'épreuve. Et le moment fut tragique et douloureux pour le prolétariat.

Le parti socialiste, en face de la nécessité terrible de l'action, recula. L'épouvante devant la mêlée, devant la bataille vraie, bataille non plus de paroles ou de pensée ou d'habiles escarmouches dialectiques, mais d'hommes forts, courageux, armés, violents, glaça le sang des plus remuants et des plus bruyants démagogues. Et tandis que le prolétariat sans autres armes que sa volonté d'agir et quelques fusils, attendait, enfermé dans les fabriques, le signal et l'ordre d'agir, les chefs marchandèrent la reddition dans les cabinets des gouvernants.

L'inaction prolétarienne dans cette conjoncture critique fut le signal du début de la contre-attaque bourgeoise.

— C'était donc que derrière cette redoutable menace des ouvriers il n'y avait en réalité qu'incapacité et inertie? C'était donc que cette fameuse révolution était réfrénée par ceux-là mêmes qui l'avaient proclamée?

— Et par conséquent on pouvait oser maintenant.

La bourgeoisie italienne a osé. Elle a enseigné à son prolétariat, au prix de son sang et de ses souffrances, qu'il y a une seule loi qui domine les faits dans les moments décisifs de l'histoire: la loi de la violence.

En effet il était advenu ceci: les lois, les codes, les règlements, avaient perdu toute capacité de défense pour la classe bourgeoise. Dépassés par les événements, ils étaient comme des armes émoussées, comme des chaînes brisées entre les mains des dirigeants: la vie sociale se déroulait désormais hors de leurs prescriptions traditionnelles harmonieusement agencées et chaque jour voyait des rapports nouveaux et de nouvelles relations réciproques entre les hommes surgir, se développer et disparaître. C'est seulement sur le terrain de l'illégalité qu'il était possible de vaincre. Et la bourgeoisie italienne transporta entièrement sa puissance et son action hors de la limite de l'enceinte bien construite des lois. Au-dessus de ces lois, il y eut le combat, l'arme décisive, la violence.

Le fascisme ne représente pour l'instant rien d'autre qu'un organe défensif et armé de la bourgeoisie italienne.

Les organisations analogues de forces armées blanches qui se sont constituées dans les autres pays d'Europe, sont d'un autre caractère et découlent d'une autre origine. Elles sont sorties les unes après les autres des attaques armées du prolétariat. Elles représentent la réaction en face de l'action ouvrière. Il en est ainsi en Hongrie, en Allemagne, en Finlande. Dans ces pays, ce fut le prolétariat qui brisa les hésitations et qui attaqua l'Etat et les classes en possession du pouvoir: la décision, la volonté d'agir, était venue des ouvriers, et ce furent eux qui entraînèrent la bourgeoisie à la lutte ouverte et armée.

En Italie, devant l'éclipse subite du parti socialiste, ce fut la classe bourgeoise qui déclancha l'attaque.

Le fascisme descendit dans l'arène en parfait attirail de combat. Les journaux fascistes commencèrent la publication de bulletins de guerre dans le style et dans

la forme des bulletins grandiloquents des Cadorna, des Joffre et des Hindenbourg. Des sections entières d'automobilistes furent équipées pour le déplacement rapide des bandes, groupées en divisions, avec casques, fusils et mitrailleuses. Les autorités gouvernementales furent larges dans leur distribution d'armes, de munitions, d'asiles, de garanties et d'immunité.

La masse laborieuse, ainsi assaillie au moment où elle était le moins préparée, au moment où la plus grande confusion régnait dans son parti de classe, ne reçut jamais un coup aussi terrible.

Sans rencontrer d'obstacle, les fascistes purent incendier et détruire des centaines de maisons du peuple, d'habitations ouvrières, frapper et tuer des milliers d'ouvriers, disperser à main armée plus de 50 municipalités socialistes.

Les organisations syndicales et politiques du prolétariat ressentirent un grave dommage de cette action armée de la bourgeoisie: on peut dire aujourd'hui que la bourgeoisie conquiert ainsi, dans le processus d'épuisement que subit sa classe, un instant de répit.

C'est seulement depuis peu de mois qu'a commencé à se faire sentir dans les faits de la vie italienne, l'action du parti communiste avec sa tactique de représailles violentes contre la terreur fasciste. Mais aujourd'hui la situation prédominante que possédait le prolétariat l'année passée a disparu (elle sera sans doute rétablie rapidement), et la lutte violente des masses ouvrières ne peut plus dénouer la situation décisive qui s'est résolue provisoirement en faveur de la bourgeoisie.

Il y a en Europe des pays dans lesquels se reproduit la situation italienne de ces derniers temps: un prolétariat fort, belliqueux, menaçant, organisé, avec de grands partis de masses, une bourgeoisie épuisée, dévoyée par les crises politiques et économiques, épouvantée, en pleine retraite.

La fortune de la révolution prolétarienne dans ces pays, est confiée en grande partie à l'esprit de décision et à la capacité d'initiative des communistes de ces pays, à la clarté de leur discernement, à leur capacité d'accepter sans panique et sans précipitation, toutes les terribles nécessités de la lutte sociale.

HUMBERTO TERRACINI.

Le cancer du communisme.

On m'a raconté l'anecdote suivante. Au délégué d'un parti communiste très petit, mais très fort et quelque peu sectaire, existant dans son pays à côté d'un parti opportuniste très grand, on demandait si, dans le parti opportuniste. Il n'y avait pas d'aile gauche, de courant d'opposition révolutionnaire contre la direction du parti: "Une aile gauche dans ce parti des social-traitres?" répondit-il, mais il est beaucoup trop mauvais pour en avoir une! "Alors, répliqua son interlocuteur, votre parti communiste doit être, dans son genre, encore plus mauvais".

En effet, la campagne menée par les communistes contre les partis opportunistes qui comprennent encore une portion importante du prolétariat doit tendre à soustraire les masses organisées dans ces partis à l'influence de leurs leaders, à semer l'inquiétude, le doute et la discorde dans les rangs du parti, à faire naître un courant dégoûté de son entente avec le capital, de sa collaboration avec le gouvernement, de sa désertion de la lutte, de sa trahison continuelle des intérêts vitaux du prolétariat. Et le meilleur moyen pour le parti communiste, de faire sentir son influence jusque dans les rangs organisés de l'adversaire est non seulement de stigmatiser en paroles les exploits de ses chefs, mais d'appliquer une tactique révolutionnaire active montrant ad oculos aux masses comment il faut s'y prendre pour lutter en fait pour l'émancipation de la classe ouvrière.

A ce point de vue, on peut dire que le Parti Ouvrier Communiste de Pologne, créé en décembre 1918 par la fusion des deux vieilles organisations révolutionnaires, a subi avec un très grand succès l'épreuve, en dépit des difficultés inouïes qui lui barraient la route.

Nous avons, en Pologne, le grand parti social-patriote et opportuniste dit "P.P.S.",

dont le chef moral est Pilsudski et qui est dirigé par les vieux parlementaires et déagogues, Daszynski et Diamand. Ce parti dispose d'une quarantaine de députés, de nombreuses centaines de conseillers municipaux, d'une grande presse quotidienne, de la protection active des autorités et de la bourgeoisie, il a couvert tout le pays d'un réseau d'organisations de toute espèce, remuantes desservies par une foule d'agitateurs habiles et bien situés.

A deux reprises, le P. P. S. a fait distinctement partie du gouvernement: dans les deux premiers mois de l'existence de l'Etat polonais, et en juillet-décembre 1920. Toujours il est entré dans l'Union Sacrée et a joui de ce chef de tous les privilèges d'un parti gouvernemental.

Par contre, le Parti Communiste est totalement illégal, le seul fait d'y être affilié, est puni, en vertu du Code Pénal tsariste toujours en vigueur, par les travaux forcés. Son activité tombe, en outre, sous le coup d'une série de lois d'exception permettant de jeter en prison quiconque est suspect de sympathie pour le parti communiste.

Et cependant le parti communiste, à la suite de son activité intense et variée, exerce un ascendant toujours croissant même sur les masses organisées dans le P.P.S. Une série des faits manifestes en sont la confirmation éclatante.

Dès l'été de 1919, un groupe important d'opposition se sépare du P.P.S. et après une année d'existence indépendante, entre, sans condition ni restriction, dans le parti communiste. Six anciens membres comptent actuellement parmi les militants les plus dévoués du parti.

En août 1920, une nouvelle opposition se forme, dans le sein du P. P. S., sous la direction de plusieurs hommes influents, parmi lesquels Georges Sochacki, l'ancien secrétaire général du parti. Bientôt les membres les plus en vue de cette nouvelle "gauche" sont forcés de quitter les rangs du P. P. S., mais y conservent de nombreuses et fortes attaches. Le manifeste dans lequel les dissidents exposèrent les motifs de la scission, terrible acte d'accusation contre les traîtres au socialisme et à la classe ouvrière qui dirigent le P.P.S., eu un très grand retentissement.

En avril 1911 le 1921 le camarade Lanencki, député de Przemysl, cheminot, sort du groupe parlementaire du P. P. S. et du parti, et se déclare ouvertement communiste. Sommé par le P. P. S. de renoncer à son mandat de député, il en appelle à ses électeurs les ouvriers organisés de son arrondissement, qui lui discernent, dans une réunion publique, un vote de confiance et expriment leur solidarité avec son acte.

Enfin, en tête du "Robotnik" (organe central du P. P. S.) du 2 juin dernier, nous trouvons un Manifeste du Comité Central Exécutif du P. P. S. qui s'occupe surtout d'une série de faits qui s'étaient produits dans l'organisation du P. P. S. de la province de Posnanie et avaient conduit à la suspension de tous les membres du Comité de District posnanien. Il est plus qu'instructif de citer quelques passages de ce curieux document. Nous y lisons:

"Depuis quelque temps déjà les éléments communistes ont entrepris une action systématique et intense dans le but de briser notre parti. Presque quotidiennement paraissent des proclamations et des tracts, signés de diverses façons et tendant à disloquer la cohésion interne du parti par des mensonges et calomnies visant soit des personnes isolées soit l'ensemble des milieux dirigeants de notre parti..."

Tout ce travail, organisé par l'ordre et aux frais de la IIIème Internationale, tend à répéter en Pologne ce qui a été fait, avec plus ou moins de succès, dans de nombreux pays de l'Europe Occidentale, à préparer une scission factice dans le parti socialiste, à l'affaiblir et à le démoraliser et, même temps, à s'emparer du mouvement syndical et coopérateur... Les meneurs communistes nouèrent avant tout des relations avec un certain nombre de membres de notre parti et tentèrent de former dans son sein des "noyaux" communistes."

Le manifeste du Comité Exécutif Central du P. P. S. s'occupe ensuite particulièrement de l'organisation de ce parti en Posnanie et accuse le président du Comité de cette organisation, le citoyen Ceslaw Posanciewie, d'une série d'

„crimes“, entre autres de la publication dans l'organe du parti dont il est le rédacteur d'articles manifestement contraires à la position du parti, entre autres d'un article intitulé „La farce sanglante“, dirigé contre l'insurrection nationaliste en Haute-Silésie. Le Comité de district de Posnanie, dit ensuite le Manifeste, non seulement n'a pas mis fin à ce travail destructeur de son président, mais s'est solidarisé entièrement avec celui-ci. Suit l'énumération d'une série de représailles appliquées aux délinquants et un appel ému aux fidèles, les exhortant à sauver le parti du danger communiste qui le menace.

Il n'est pas douteux que, malgré les dénonciations du C. C. E. du P. P. S., tous les opposants gauches dans le parti sont loin d'être communistes dans la pleine expression du mot. Mais il est, d'autre

part, non moins certain que nous assistons ici au phénomène de l'émancipation d'une partie du prolétariat, dupé jusqu'ici et leurré par les agents de la bourgeoisie, du joug honteux pesant sur elle, et que cette évolution se fait dans le sens du communisme.

Et si l'on tient compte des progrès considérables faits par nos amis de Pologne dans les larges couches du prolétariat, et en particulier de leur montée victorieuse vers la conquête des syndicats—où ils ont déjà avec eux, parti illégal, environ 40% du total des syndiqués—on peut prévoir que d'ici peu, les rangs du parti Ouvrier Communiste de Pologne seront grossis de nombreux bataillons de combattants, arrachés à l'ennemi par la force d'attraction de l'activité du parti.

H. WALECKI,

L'INTERNATIONALE COMMUNISTE.

Congrès de l'Internationale Communiste.

7ème Séance.

La 7ème séance est ouverte le 27 juin à 6 heures du soir.

A l'ordre du jour: continuation de la discussion du rapport Zinoviev.

La parole est donnée au camarade Friesland, du Parti Communiste Unifié d'Allemagne. Il consacre son discours à la critique des représentants de l'„opposition“ du Parti Communiste Unifié. Le tempérament de Zetkin, dit-il, est plus fort que sa mémoire politique et les déclarations qu'elle a faites ici ne correspondent pas sur nombre de questions politiques à ce qui s'est passé en Allemagne. Je comprends fort bien que les camarades groupés autour de Malton pendant les événements de mars ont eu assez de temps pour s'occuper de statistiques et parcourir les usines, non dans le but d'appeler les ouvriers au combat, mais pour se rendre compte où la grève n'avait pas été déclarée et pour en communiquer la nouvelle. L'erreur capitale des événements de mars, comprenons-le bien, réside en ce que le Comité central ne s'est pas montré capable d'organiser un Parti pouvant affronter la lutte. Tout parti est capable de commettre des erreurs dans un pareil combat. Il était submergé de questions de second ordre et menait en même temps dans l'Internationale une politique de derrière les coulisses: la Russie veut-elle scinder le parti allemand? Faut-il opposer à l'influence asiatique dans l'Internationale une influence Occidentale? Je soutiens que cette campagne sournoise a commencé dès le premier jour du deuxième congrès.

Overstraeten, du parti communiste belge, prend ensuite la parole. Reprenant le discours de Lepic, il rappelle que d'après celui-ci les principales difficultés qui s'opposent au mouvement communiste belge sont les agissements des Vandervelde, Huysmans, de Brouckère, les leaders de la deuxième Internationale. Or ce qui a joué le rôle principal, c'est l'esprit réformiste dont les organisations de masses du prolétariat belge, syndicats et coopératives, sont pénétrées. La bureaucratie, maîtresse des coopératives et des syndicats, étouffe le mouvement communiste. Maintenant nous concentrons tous nos efforts sur l'action au sein des syndicats. Quoiqu'au Second Congrès le parti ait attaqué le parlementarisme, il a agi conformément à la décision prise.

S'arrêtant sur l'aile gauche du Parti socialiste, l'orateur mentionne qu'elle n'a pas encore apporté toute l'attention voulue au travail parmi les masses. Toutefois l'appui de l'aile gauche est possible et désirable pour le renforcement du parti communiste belge. Un grand obstacle vient de l'absence dans le pays de tradition marxiste.

Koenen (Allemagne) dit que l'extension du mouvement communiste en Allemagne a commencé après l'équipée de Kapp, qui a fait comprendre aux ouvriers la nécessité d'un parti unifié. Un demi-million de véritables combattants révolutionnaires s'est alors formé au sein du prolétariat allemand. Ils avalent mis toute leur confiance dans le Comité Central, mais ils furent trompés par la poignée des cinq qui donnèrent leur démission par la suite. Levi ne s'est pas borné à vouloir saper la confiance des masses dans l'Internationale Communiste, mais par ses actes il a voulu frapper le Parti communiste allemand lui-même. La question du Parti socialiste italien fut mise par cette minorité sur un tel terrain que les coups furent portés simultanément au Parti socialiste italien, au jeune Parti Communiste Unifié allemand et au Comité Exécutif de l'Internationale Communiste. Mais ce n'est pas tout. Lorsque, après le départ des

anciens chefs, les nouveaux chefs cherchent à organiser le Parti et à préparer le prolétariat à la lutte, ce dernier, grâce à la provocation de Hoersing, fut obligé d'accepter la lutte bien que n'étant pas encore complètement réorganisé. Pourquoi les anciens chefs ne seraient-ils pas rendus responsables de ce que le Parti n'était pas suffisamment préparé? Après l'avoir abandonné, ils sont mal venus à parler de fautes. En tout cas le Parti se jeta hardiment dans la lutte qu'ils avaient contribué à déclancher. Alors la brochure de Levi fut publiée et un nouveau coup fut ainsi infligé au Parti communiste encore tout sanglant de ses plaies. Cependant malgré leur propagande, ils ne réussirent pas à se gagner des partisans, aucune région n'adhéra à leur point de vue. Sauf quelques individus, le parti communiste dans son ensemble supporta tous ces coups et parvint même à accroître ses forces, preuve de la force et de la justesse de ses principes.

La camarade Zetkin, continue l'orateur, a déclaré que, sur la foi des promesses de Serrati, elle avait pris sa décision et démissionné du comité central. Il est intéressant d'apprendre que la camarade Zetkin faisait plus confiance aux promesses que Serrati lui avait données dans une conversation particulière qu'au Parti communiste allemand. Mais il faut savoir faire abandon de ses propres convictions quand les intérêts du parti l'exigent. Les chefs ne doivent pas trop tenir compte d'eux-mêmes, car alors, au lieu de diriger le Parti, ils en viendraient à le commander. La discipline doit primer tout.

Le camarade Terraccini, du Parti communiste d'Italie, prend ensuite la parole.

S'arrêtant sur le discours de Zinoviev, il rappelle ses déclarations premières sur la lente croissance du Parti socialiste italien et son manque de préparation à la lutte et reconnaît que la tâche principale du Parti Communiste d'Italie est de créer une organisation compacte prolétarienne. Abordant la question italienne, l'orateur déclare qu'on a l'habitude d'affirmer que ce sont les communistes qui ont organisé la scission en Italie. Il ne reste plus qu'à s'étonner de voir les camarades oublier les décisions du deuxième congrès et les 21 conditions, dont le centre de gravité est l'exclusion des éléments opportunistes. Serrati, de même que le Parti Socialiste italien, ont pris part pendant le deuxième congrès à l'élaboration de ces conditions et partant ils auraient dû s'y soumettre. Mais Serrati ne l'ayant pas voulu faire, il ne reste plus qu'à l'exclure en même temps que tous ceux qu'il voulait couvrir. Markovitch est d'avis que nous aurons fait la scission trop tard, tandis que Clara Zetkin estime qu'il aurait encore fallu attendre. Mais le Congrès de Livourne est la meilleure preuve qu'il n'était plus possible de laisser les choses telles quelles. Les conditions avaient été reçues en Italie au mois d'octobre seulement et aussitôt la préparation du congrès avait commencé. On ne saurait voir dans la scission de Livourne la volonté seule du Parti Communiste d'Italie, mais bien plutôt c'est l'exécution des décisions du deuxième congrès. Nous ne pouvions plus attendre, ni mener notre action au sein du Parti de concert avec les éléments opportunistes, parce que l'aile droite du Parti, qui ne se gênait pas quant aux moyens, menait campagne contre l'Internationale Communiste. D'autre part, le Parti communiste était dans l'impossibilité d'agir en restant dans une organisation comprenant des opportunistes. La camarade Clara Zetkin accuse Rakoszy bien plus que Kabatchief. Je dois dire que Rakoszy n'a pas fait plus que Kabatchief, ni que le Comité Exécutif et que le deuxième congrès.

Des reproches nous ont été adressés pour n'avoir pas fait la scission au sujet de l'occupation des usines. Or Gennari

et moi, ainsi que tout le groupe de camarades italiens ici présents, se trouvaient à la tête de la conférence de Milan, qui exigea que le mouvement relatif à l'occupation des fabriques fût soutenu. Mais la Confédération Générale du Travail, dirigée par les opportunistes, était contre, et nous n'avons pas pu prendre sur nous la responsabilité de revendications auxquelles ceux-là mêmes qui les avaient posées renouaient au moment décisif.

Pour conclure le camarade Terraccini constate le manque de fermeté du Comité Exécutif à l'égard des différents partis ouvriers juifs. C'est ainsi que les membres du Poaley Sion ont été admis au congrès avec voix consultative, alors qu'ils ne remplissent pas les conditions les plus élémentaires exigées par l'Internationale Communiste, entre autres l'entrée de tous les ouvriers d'un pays dans un seul parti communiste, sans distinction de nationalité. La parole est ensuite accordée à Djavadzadé, du Parti communiste de Perse. L'orateur approuve l'activité du Comité Exécutif et exprime l'espoir qu'à l'avenir ce dernier intensifiera son action en Orient.

Rakoszy (Hongrie) lui succède à la tribune. On a coutume, dit-il, d'accuser le Comité Exécutif d'avoir de très mauvais représentants. Il m'est arrivé d'être aussi un mauvais représentant de l'Internationale Communiste et voici dans quelles circonstances. La lettre envoyée n'était pas parvenue et le Parti Français n'avait pas pu envoyer au Congrès son représentant. Le délégué du Parti communiste allemand, Levi, sur lequel nous fondions tant d'espérances, vint nous trouver, Kabatchiev et moi, au Congrès, en sortant d'une conversation de deux heures avec Serrati et se mit à nous persuader de la justesse du point de vue de ce dernier. Ce n'est pas tout. Il montra à Serrati une lettre de Clara Zetkin dans laquelle elle déclarait se solidariser avec lui. Serrati sut fort adroitement tirer parti de cette lettre. De retour en Allemagne, Lévi déclara que les communistes ouvriers suivaient Serrati. Tel est le précieux soutien que nous avons reçu délégué du Particomuniste allemand. On m'accuse plus concrètement d'avoir voulu provoquer la scission dans le Parti communiste allemand ainsi que dans un certain nombre d'autres. J'ai dit seulement que vu l'ampleur prise par les Partis communistes, il y avait déjà de quoi faire une épuration. La camarade Clara Zetkin a bien fait de reconnaître qu'elle s'était trompée dans l'opinion qu'elle s'était faite d'abord de Serrati. Mais elle n'a fait que racheter par là une petite partie du mal qu'elle avait fait auparavant au Parti Communiste allemand. Pour conclure, l'orateur approuve au nom du parti Communiste hongrois, l'activité du Comité Exécutif, malgré une foule de défauts techniques et insiste pour que tous les partis qui adhèrent à l'Internationale Communiste soient épurés de tous les éléments et tendances centristes et semi-centristes.

La parole est ensuite accordée à la camarade Smith (Angleterre).

Elle recommande d'accorder l'attention plus sérieuse à la façon dont se fait le travail parmi le prolétariat féminin, dont il n'a pas été dit un mot dans le rapport de Zinoviev.

Kollarov donne lecture de la liste des orateurs qui ont renoncé à prendre la parole pour la raison que la matière est épuisée, et la séance est déclarée close.

A l'ordre du jour de la prochaine séance: la question italienne et le parti communiste ouvrier d'Allemagne.

Huitième séance.

La séance du soir du 28 juin est ouverte à 7 heures, sous la présidence de Kollarov.

Kollarov déclare que les débats ont été terminés sur le compte-rendu du comité exécutif. Restent les deux questions italienne et allemande. Il a été décidé dans la dernière séance d'entendre d'abord la délégation italienne, mais celle-ci a déclaré qu'elle n'était pas encore entièrement prête et a demandé un certain délai. Aussi le Bureau a-t-il décidé de donner d'abord la parole au K. A. P. D. Mais comme il y a eu déjà au cours de la discussion sur le compte-rendu du Comité Exécutif un assez grand nombre d'interventions le bureau propose de donner la parole une demi-heure chacun à un représentant du K. A. P. D. et à un représentant du Comité Exécutif.

Zinoviev fait la proposition suivante: inviter le K. A. P. D. dans les deux à trois jours qui viennent à convoquer un congrès pour décider la question de sa soumission sans réserve à la discipline de l'Internationale. En cas de réponse affirmative, le K. A. P. D. sera inclus dans le parti communiste unifié d'Allemagne. Dans le cas contraire il sera exclu de l'Internationale Communiste.

Le président fait connaître que le parti communiste unifié a déclaré se joindre à la proposition de Zinoviev.

Conformément à l'ordre du jour la parole est donnée au représentant du parti communiste ouvrier d'Allemagne, Hempel. J'ai demandé la parole, dit l'orateur, parce qu'avant-hier le bureau a déclaré que les questions allemande et italienne seraient décidées en leur temps. Il paraît maintenant que le bureau s'est mis d'accord sur ce sujet avec les italiens mais n'a pas estimé nécessaire de s'entendre avec le K. A. P. D. La décision du Congrès dans notre question doit être fondée en principe. C'est pourquoi il est parfaitement naturel que cette décision soit prise après audition des représentants de notre parti. En une demi-heure il est absolument impossible d'étudier la position du K. A. P. D. Il nous faut pour cela une heure au moins. Si on refuse de nous donner ce temps, nous voyons la volonté de nous fermer la bouche.

La parole est donnée à Radek.

La décision du Comité Exécutif a été connue des camarades du K. A. P. D. il y a déjà 5 heures. Ils n'ont pas protesté jusqu'ici. L'exigence d'une heure de temps est évidemment un détail. Si les représentants du K. A. P. D. veulent éclaircir leur point de vue, ils en ont la plus entière liberté pendant toute la durée des travaux du Congrès car ils peuvent prendre la parole sur chaque point de l'ordre du jour. C'est pourquoi il ne peut être question qu'on veuille leur fermer la bouche. Notre décision ne signifie aucunement qu'ils doivent quitter le Congrès. D'ailleurs si pour quelque raison ils ne veulent pas assister au Congrès, nous avons pour prendre connaissance de leurs idées, leurs livres, les publications de la sacrosainte école hollandaise.

Le représentant du K. A. P. D. déclare à nouveau que cette question est extrêmement importante et pour cette raison son parti demande une heure ainsi que le droit de conclusion.

Zinoviev déclare que l'ordre du jour porte encore les questions de la tactique et des syndicats et que dans les débats sur ces questions les camarades du K. A. P. D. auront l'entière possibilité de faire connaître leurs principes. La seule question que nous ayons à résoudre à propos du K. A. P. D. c'est de savoir si l'Internationale a le droit de garder dans ses rangs un parti qui après une année d'épreuve fait opposition aux principes de l'III-e Internationale. Ce parti a été véritablement insaisissable. Hier matin a été posée la question de l'examen en commun des questions italienne et allemande. Les italiens ont consenti tout de suite. Le K. A. P. D. également. C'est dans ce sens que le Congrès a porté à l'unanimité sa décision. La seule chose que nous puissions faire c'est de donner d'abord la parole au représentant du Comité Exécutif et de laisser la conclusion à celui du K. A. P. D. Je prie le congrès de décider dans cet esprit. Si les camarades du K. A. P. D. ne profitent pas de ce droit, ils agiront de la même façon qu'Otto Ruhle en 1920, sous une forme il est vrai, moins cassante.

Le président déclare les débats épuisés.

La proposition du Bureau est adoptée.

Radek prend la parole sur la proposition de Zinoviev. Le Comité Exécutif, dit-il a décidé que le K. A. P. D. devrait résoudre dans les deux ou trois mois s'il se soumettrait aux décisions de l'Internationale Communiste, oui ou non. Depuis que ce parti existe il y a eu entre lui et le Comité Exécutif bien des désaccords qui ne sont pas encore terminés. Le K. A. P. D. est d'avis que le parti communiste doit être petit mais pur. Il estime inutile de travailler à l'intérieur des syndicats pour conquérir les larges masses. Au contraire il veut continuer des organisations spéciales comprenant seulement les ouvriers adoptant le programme de la dictature du prolétariat. Dans la question du parlementarisme, le K. A. P. D. est aussi en désaccord avec l'Internationale Communiste puisqu'il refuse en principe l'utilisation du parlement. Quoique ces oppositions aient été depuis longtemps clairement exposées, le Comité Exécutif a néanmoins cherché une entente mutuelle, estimant que le mouvement communiste aura à se heurter dans tous les pays à des erreurs semblables à celles du K. A. P. D., que des forces révolutionnaires nouvellement appelées à la vie ne peuvent pas immédiatement posséder une conscience politique très claire. Pour autant qu'il s'agissait d'ouvriers révolutionnaires, le Comité Exécutif a décidé d'attirer ces éléments de son côté. Le II-e Congrès a fait tout le possible pour amener le K. A. P. D. à participer à ses travaux afin de savoir le point de vue que prendrait l'énorme majorité du prolétariat communiste du monde entier dans les questions en litige avec le K. A. P. D. Le Comité Exécutif voulait même donner voix délibérative au K. A. P. D. malgré la déclaration faite par ce dernier qu'il ne se soumettrait pas à ses décisions. Après le second congrès le K. A. P. D. a exécuté un mouvement à gauche, il s'est séparé de l'aile du nationalisme bolchévik de Wolfheim et Laufenberg, ainsi que de

Ruhle. Lorsque le K. A. P. D. envoya ses représentants au III-e Congrès, nous voulûmes encore une fois essayer d'ouvrir à ce prolétariat prodigue le chemin du retour vers nous et nous décidâmes de considérer ce parti comme membre sympathisant de l'Internationale Communiste et de l'accepter en cette qualité.

Nous avons agi ainsi contre la volonté du parti communiste unifié d'Allemagne. C'est pourquoi le Comité Exécutif a dit au K. A. P. D. : deux voies vous sont ouvertes, vous joindre au parti communiste unifié ou bien ne pas vous joindre à lui et par conséquent sortir de la III-e Internationale car dans chaque pays il ne peut exister qu'une seule section de la III-e Internationale. Nous affirmons que le K. A. P. D. n'est pas devenu un parti de masses, mais au contraire une secte avec des tendances nettement marquées à l'aventure. Le K. A. P. D. s'est constamment livré à la critique du Comité Exécutif. Il est dit dans la brochure de Gorter : si la tactique des dirigeants russes est appliquée aussi à l'étranger, ce sera un crime contre la révolution. Dans la brochure intitulée : "Levi et la tactique du K. A. P. D." il est affirmé que les combats de mars ont montré qu'il n'existe pas un parti de masses, ou plutôt qu'il ne peut exister aucun parti communiste de masses. Dans sa politique internationale, le K. A. P. D. en est venu à marcher la main dans la main avec toute la presse menchévique contre l'Internationale Communiste et contre la Russie Soviétiste. Dans la brochure de Gorter, publiée par le K. A. P. D., on lit les mots suivants : "Après que le prolétariat de Cronstadt s'est insurgé contre vous, contre le parti communiste etc... tout cela montre que le développement du K. A. P. D. est le développement d'une petite clique de dirigeants. Rappelons seulement que le jour où le parti communiste unifié d'Allemagne a invité tous les ouvriers à faire front commun, le K. A. P. D. refusa. L'Internationale doit dire aux ouvriers du K. A. P. D. : ou bien avec les chefs qui troublent l'esprit des ouvriers ou bien avec l'Internationale. Une tendance aventuriste vers le terrorisme et l'illégalisme de principe s'est manifestée dans le K. A. P. D. Nous prions le Congrès d'examiner notre proposition. Nous ne craignons pas que les ouvriers nous quittent. Pas un seul ouvrier communiste ne nous quittera. Radek se réfère à l'exemple des élections de Hambourg, où le parti unifié a reçu aux élections d'après l'insurrection de mars plus de voix que les socialistes de la majorité et les indépendants à la fois. Si le K. A. P. D. ne se fond pas avec le parti unifié, ce sera seulement un obstacle au mouvement communiste allemand. Notre proposition se réduit à ceci : le K. A. P. D. fait sa fusion avec le parti unifié et se soumet à la discipline.

Aujourd'hui nous avons mis à l'ordre du jour la question italienne, à savoir si le parti italien restera avec les réformistes ou bien avec l'Internationale. C'est la même question que nous posons au K. A. P. D. Ou bien avec l'école étroite de Hollande ou bien avec le puissant mouvement communiste.

Rolland Holst comme représentante de la minorité de la délégation hollandaise, donne lecture d'une déclaration de cette minorité, dans laquelle il est dit que la réduction du temps accordé au K. A. P. D. constitue une violence morale contre ce dernier et que la minorité proteste contre ce fait. Il est impossible, dit-elle, de séparer les questions de discipline des facteurs tactiques et théoriques de la position du K. A. P. D. Pour cela une heure même serait trop courte, mais en tout cas il est impossible en une demi-heure d'exprimer tout ce qui est nécessaire au K. A. P. D. pour éclaircir définitivement son point de vue, il serait déjà plus juste d'examiner la question du K. A. P. D. après la fin des travaux courants du Congrès. Dans ces conditions, en prenant la parole sur tous les points de l'ordre du jour, les camarades auraient la possibilité d'exposer leur position de principe. En général il est impossible de borner la question à un cadre formel. Nous ne pouvons consentir à la déclaration faite par un des camarades dirigeants du Comité Exécutif, d'après laquelle le danger de gauche est incomparablement le plus grand. Il faut donner à la tendance de gauche le moyen de se développer normalement. D'ailleurs nous n'avons pas encore de véritable tendance de gauche. Elle commence seulement à se formuler. Elle n'a pas précisé complètement ses positions dans les questions des syndicats, du centralisme etc... Mais la gauche ne peut se développer que d'accord avec le communisme. Si on sépare ces camarades de l'Internationale Communiste, et la proposition du Comité Exécutif en est le commencement, ils perdront le terrain sous leurs pieds et par là même grandiront les chances de la droite. Si le K. A. P. D. est écarté, il se constituera dans bien des pays de petits partis. Nous voulons que ces partis soient à l'intérieur de l'In-

ternationale Communiste, même s'ils ne se soumettent pas du premier coup à la discipline. Que l'Internationale se munisse de quelque patience, car nous nourrissons confiance dans les éléments révolutionnaires qui appartiennent à ces partis. Il y a peu de bons révolutionnaires et peut-être les meilleurs d'entre eux sont-ils ceux qui sont de grands idéalistes, quoique encore il soit possible qu'à cause de cet idéalisme ils ne remarquent pas la politique réaliste du jour présent. C'est en effet une science très difficile, un art extrêmement raffiné, de faire la politique révolutionnaire et de demeurer en même temps réaliste. Si les petits partis, ces hommes de tempérament et de volonté révolutionnaires restent en dehors de l'Internationale cela exaspérera d'avantage encore leur caractère de secte. C'est pourquoi j'ai prié le K. A. P. D. de se surmonter lui-même et de prendre part aux travaux du Congrès. Nous ne devons pas éloigner ces éléments, nous ne voulons pas que ces purs idéalistes se séparent de nous. J'estime donc anormal la décision prise et j'espère que les camarades du K. A. P. D. prendront part au débat et s'efforceront ainsi d'exercer leur influence sur l'opinion du Congrès.

Le président déclare les débats épuisés. La proposition de Zinoviev, sous la forme d'un paragraphe de la résolution générale sur le compte-rendu du Comité Exécutif sera mise aux voix en même temps que cette résolution.

(à suivre).

Comité Exécutif de l'Internationale Communiste.

Séance de l'Exécutif du 20 juin 1921.

Le président Zinoviev ouvre la séance à 7 heures du soir.

Zinoviev : Je vous avais annoncé au cours de la dernière séance que nous avons reçu un télégramme du Parti Socialiste italien et je vous avait dit aussi pourquoi il me semblait que nous ne devions pas trop compter sur l'arrivée des trois délégués qu'on nous promettait. C'est pourquoi nous pouvons sans inconvénient entamer la discussion de la question italienne dès aujourd'hui.

La parole est donnée au cam. Terracini.

Terracini : Je me propose de parler seulement du Congrès de Bologne. Au Congrès de Bologne presque tout le Parti était pour l'adhésion à la 3ème Internationale. La scission du Parti Socialiste eut lieu. Les camarades de Turin se sont déclarés pour l'expulsion des réformistes. Les maximalistes se sont déclarés aussi pour l'action illégale. Mais dans les organisations du parti et dans les syndicats il y avait des réformistes qui ont opposé une grande force contre les maximalistes. Le Parti Socialiste d'Italie a envoyé au 2ème Congrès de l'Internationale une mission, qui d'ailleurs n'était pas une délégation du Parti. Bordiga était le seul représentant de la pensée maximaliste dans cette délégation ; dans cette délégation il y avait même des gens qui n'étaient pas inscrits dans le Parti Socialiste. Alors on Italie commença la grève des ouvriers du métal qui se termina par l'occupation des usines ; la bourgeoisie pensait que c'était la révolution, le prolétariat italien pensait la même chose. Ce mouvement, qui portait au commencement un caractère économique, prit un caractère politique, mais les réformistes étaient en force dans la C. G. T. ; le Comité Exécutif de la Fédération s'opposa à la décision du Parti Socialiste. Il déclara que les ouvriers devaient prendre seulement le contrôle de la production et abandonner les usines qu'ils avaient occupées au commencement et les rendre de nouveau à leurs propriétaires. Ce fut une débâcle sentimentale du prolétariat italien, qui avait pensé que le Parti Socialiste était capable de donner la direction au mouvement ; le prolétariat d'Italie perdit confiance dans l'organisation politique du prolétariat italien. La délégation une fois revenue de Moscou, il fallait reconstituer le parti sur la base des 21 conditions. La majorité vota pour l'adhésion à la 3ème Internationale en acceptant toutes les conditions, l'expulsion des réformistes y compris. La minorité avec Serrati était contre l'expulsion des réformistes. On eut encore un Congrès du Parti à Florence où l'on discuta la question du fascisme. On parlait d'un gouvernement d'Italie avec un ministère dirigé par Serrati comme seul moyen de s'opposer au fascisme.

Trois fractions se formèrent. 1) La fraction unitaire, qui disait accepter toutes les 21 conditions de Moscou, mais ne pouvait pas en ce moment les appliquer toutes, en particulier celle, qui exigeait l'expulsion des réformistes, 2) la fraction communise au contraire accepta toutes les conditions de Moscou et exigea

l'expulsion de tous les réformistes ; et 3) la fraction réformiste.

Le représentant de la 3ème Internationale au Congrès de Livourne a été reçu par des injures. Brentano, ayant tâché de démontrer qu'il n'y a pas de différence entre le programme des unitaires et celui des communistes, j'ai indiqué qu'entre ces deux programmes il y a une grande différence et que si nous pouvons nous unir avec les unitaires, on ne peut pas s'unir avec les réformistes. De la part des réformistes, c'est Serrati qui parla. Borghi, Magdoni et Lazzari, eux, ont fait preuve non seulement de réformisme, mais de chauvinisme. Après la discussion, Serrati démontra que le Comité Exécutif de la 3ème Internationale a été injuste envers le Parti Socialiste d'Italie, disant que dans le Parti Communiste Français par exemple il y avait non seulement des opportunistes et des réformistes, mais aussi des francs-maçons. En fin de compte il se déclara pour l'adhésion à la 3ème Internationale.

Il est intéressant de remarquer que pendant son séjour en Italie Lévi à cherché à convaincre les communistes qu'il était nécessaire pour le mouvement révolutionnaire de rechercher l'alliance avec Serrati.

Après la décision de Livourne, le parti socialiste d'Italie restait le parti des réformistes. En effet, dans la dernière séance du Congrès de Livourne, le chef de la fraction réformiste a jeté le mot d'ordre de tout le parti socialiste : il faut former maintenant un front anti-communiste, nous l'avons bien vu lors du Congrès de la C. G. T. au mois de février : les communistes y sont restés seuls contre les chefs réformistes de la C. G. T. Le Parti Socialiste de jour en jour évoluait davantage vers la droite. Et Turatti put dire avec raison au Congrès de Livourne : "Je vois que le parti socialiste d'Italie vient vers la droite avec la vitesse d'un train direct".

En Italie le mouvement politique est dominé par le fascisme. La bourgeoisie d'Italie a compris mieux que le P. S. I. que dans certaines situations révolutionnaires, c'est seulement par la violence qu'on peut former de nouvelles situations. Alors elle a organisé le fascisme. Les fascistes détruisent les bourses du travail et les maisons d'ouvriers, massacrent des milliers d'ouvriers et jamais le gouvernement n'a pris la défense des organisations ouvrières, de la vie des ouvriers. Le prolétariat avait le droit et le devoir d'organiser la défense contre le fascisme. Mais le Parti Socialiste d'Italie n'était pas un parti prolétarien, il était un parti social-démocrate. Il a toujours fait la propagande de l'amour. Il a donné cette fois encore le mot d'ordre à toutes ses organisations, de ne pas répondre à l'offensive du fascisme. Dans un de ses appels il est dit textuellement : "la lâcheté dans certaines occasions c'est vraiment un courage et ici c'est une de ces occasions". Le prolétariat italien est resté devant cette propagande de faiblesse complètement désorienté. Or, cette propagande n'était que le symbole de toute l'activité du parti socialiste parce qu'il cherchait la route pour aller vers la bourgeoisie. A l'égard du fascisme, le parti socialiste a fait comme lors de l'expropriation des usines.

En Italie, comme dans tous les pays, plus que dans tous les pays, la crise économique est très grave. Nous n'avons ni organisation financière, ni les matières premières. Après la guerre la crise industrielle a éclaté avec une effroyable gravité. Les ouvriers sont jetés sur le pavé par centaines et par milliers, les salaires sont réduits. Or, la C. G. T. réformiste ne fait rien. Bien plus. La C. G. T. et les partis socialistes ont donné le mot d'ordre d'accepter toutes les conditions des industriels. Par contre, toutes les villes où les communistes sont les chefs du mouvement syndical, Turin, Rome, Florence, opposeront une résistance aux industriels.

Ensuite le cam. Terracini commente les résultats des élections à la chambre italienne : vous voyez donc que les élections ont donné le résultat que le gouvernement en attendait. Le groupe parlementaire qui représente le parti socialiste est un groupe social-démocratique et non pas socialiste. Les élections ont prouvé avec évidence que le parti socialiste italien n'est pas un parti révolutionnaire. Au revolver fasciste l'"Avanti" n'opposait que le bulletin électoral. Les ouvriers qui votaient pour le parti socialiste pensait voter pour la IIIème Internationale. Il faut une fois pour toutes détruire toute équivoque. Aujourd'hui ce sont les réformistes qui dominent dans le parti socialiste. Turatti lui-même prend la parole en son nom. Lazzari a déclaré que le parti socialiste italien ne doit rien avoir de commun avec la IIIème Internationale. Bombacci et Alexandri ont donné leur démission.

A Livourne nous avons reçu 148.000 voix. Le parti communiste est persécuté avec frénésie. Trois fois la police a sacqué l'immeuble de notre Comité Central ;

et malgré cela le parti communiste a grandi en trois mois de telle façon que bientôt nous aurons un contingent égal à celui du parti socialiste. En plus nous avons de fortes organisations dans les syndicats. Nous avons pris pied dans beaucoup de bourses de travail : à Turin, Alexandrie, Naples, nous avons la majorité. Nous manquons d'hommes, mais la jeunesse est pour nous, et nous y pourrions bientôt puiser d'excellent militants. Notre presse a un tirage plus grand que celle du parti socialiste : à Turin un quotidien avec 55.000 ex. qui n'en avait il y a deux mois que 35.000. Le "Novatore" de Trieste nous appartient désormais. A Rome vient d'être fondé l'organe de notre Comité Central, "Il Comunista" qui en attendant sera bi-hebdomadaire. Dans un mois ou deux, nous aurons de la sorte trois grands quotidiens en pendant au seul "Avanti". En outre, nous possédons 48 hebdomadaires.

Le Parti communiste italien possède un Comité Central de 15 membres, chargé de pleins pouvoirs. Une excellente discipline règne dans les partis : près de 100.000 ouvriers organisés y sont groupés.

Nous espérons que le 3ème Congrès déclarera l'exclusion du parti socialiste des cadres de la IIIème Internationale et déclarera que le parti communiste est le seul représentant de la IIIème Internationale en Italie. Lorsque cela aura été nettement établi, beaucoup d'ouvriers et de paysans quitteront le parti socialiste et viendront au communisme, insufflant au mouvement révolutionnaire italien une énergie et un enthousiasme nouveaux.

La séance est close à 11 heures.

Un appel de la délégation britannique.

La délégation anglaise auprès du Congrès de la 3ème Internationale siègeant actuellement à Moscou salue avec fierté la magnifique décision avec laquelle les mineurs anglais ont rejeté les compromissions souffertes par les propriétaires des mines et soutenues par le Gouvernement.

Nous étions sûrs d'avance de la décision que vous prendriez, car nous connaissons votre passé de militants.

Votre lutte héroïque, camarades, a été suivie avec une attention soutenue par les nombreuses délégations qui représentent les ouvriers révolutionnaires de tous pays et dans votre combat corps à corps contre le pouvoir concentré de la bourgeoisie vous avez récolté la réputation de champions de la classe ouvrière anglaise.

A l'heure actuelle, votre isolement touche à sa fin et les bataillons cohérents et nombreux de la classe ouvrière vont se joindre à vous pour combattre à vos côtés ; nous prenons des mesures pour les faire entrer le plus tôt possible en lice. D'un commun accord avec les ouvriers du métal, ceux du textile, et ceux des campagnes aussi bien qu'avec tous ceux qui entreront en lutte à vos côtés, prenez les mesures les plus énergiques pour hâter et déterminer l'abdication d'un gouvernement menteur et sans scrupules.

Mineurs, et vous, ouvriers du métal, du textile, et des campagnes ! que vos mots d'ordre soient :

„Vive la grève générale !
Pas de compromis !
A bas le Gouvernement !
Tout le pouvoir aux travailleurs !“

T. Bell, W. Hewlett, J. Vaughan,
F. L. Kerran, T. Quelch, N. Watkins,
N. Smythe, J. Johnes, J. T. Murphy,
G. Braun, Gray, Bamber, Elisabeth
Mac Kinzin.

EXPLICATION.

On m'a fait part de ce que le cam. Friesland, dans son discours au Congrès, a affirmé mon inaction pendant les journées de mars. Comme preuve de son affirmation, il dit que je suis allé en auto d'une fabrique à une autre sans prendre part à l'action de la journée.

Cette accusation me porte à donner les indications suivantes :

Pendant le premier jour de la grève, je suis parti avec deux autres camarades à une fabrique, dont les ouvriers n'ont pas adhéré à la grève. Cette mesure me fut dictée par la pratique que j'ai acquise au cours des nombreuses luttes dans les rangs du prolétariat berlinois. Depuis 1916, j'ai participé à toutes les luttes révolutionnaires, en qualité de président du Comité de grève, et j'ai toujours pratiqué ce qu'actuellement m'est imputé par le cam. Friesland, comme criminel. Aussi longtemps que j'ai pu, j'ai toujours provoqué les ouvriers à la grève.

Je dois indiquer en outre que jusqu'à l'issue de la grève générale j'ai toujours rempli mon devoir en qualité de président du Comité Central national des syndicats.

Richard Müller.

A L'ETRANGER.

Allemagne.

Nauen 28 juin.—Actuellement les communications par téléphone S. F. de la station de Nauen atteignent New-Fundland, c'est-à-dire couvrent une distance de 4.340 kilomètres. On s'attend à pouvoir prochainement communiquer avec les points encore plus éloignés.

Berlin, 28/VI.—L'Agence Wolf donne un démenti catégorique aux nouvelles de la presse allemande de droite, concernant le séjour de Radek à Berlin pendant ces derniers jours.

Nauen, 28 juin.—De tous les points d'Allemagne on annonce la crise aigue de charbon suscitée par la cessation des arrivages de Haute-Silésie et par les versements à l'Entente. Les usines à gaz allemandes sont réduites au minimum indispensable. La navigation intérieure est à moitié arrêtée. Le transport des approvisionnements dans les centres est rendu très difficile. Si cette situation se prolonge, le pays est menacé d'une catastrophe. En particulier est grave la situation de l'industrie, qui ne peut compter sur le charbon de la Ruhr.

Italie.

Berlin, 28/VI.—L'attention générale est fixée sur les discours parlementaires des leaders des partis italiens. D'après l'opinion générale, le discours du leader du parti réformiste socialiste Turatti a surpassé toutes les espérances du Parti bourgeois. La fraction droite du groupe de Turatti adhère de très près au parti catholique national et elle a souligné par les paroles de son leader sa position pacifiste envers les fascistes. En parlant de la participation de socialistes aux travaux du gouvernement coalitionnaire et de leur travail commun avec le bloc bourgeois, Turatti déclare que les socialistes prendront une position bienveillante envers le gouvernement. Le discours de Turatti fut accueilli avec enthousiasme par le bloc bourgeois, qui lui fit une ovation chaleureuse.

Saint-Marin.

Le „Manchester Guardian“ du 15 juin annonce: une forte fermentation règne dans la République de Saint-Marin. La plus petite république du monde a décidé de doubler l'effectif de son armée, composée actuellement de 3 carabiniers qui se trouvera ainsi portée à 6 hommes. Le parti démocratique unifié de Saint-Marin a élevé une protestation contre cette dépense improductive des deniers de l'Etat.

Pays Baltiques.

Riga, 27 juin.—Le „Latvias Karelvis“ du 26 annonce que le directeur du „Social-Democrate“ est poursuivi en justice pour un article dans lequel la peine de mort prononcée contre Braun est déclarée injuste.

Riga, 26 juin.—Le président du Conseil des Ministres letton, dans une interview avec les membres de la presse sur les relations avec la Russie, a noté qu'après l'expulsion le 9 juin de 99 citoyens envoyés à la frontière sans accord préalable avec le représentant russe, les relations entre les deux Etats se sont refroidies. Mais les relations diplomatiques ne seront pas rompues. A l'avenir les expulsions n'auront lieu qu'avec le consentement du Gouvernement Russe.

Quant aux communistes fusillés, il faut remarquer qu'il s'agit ici de personnes qui ont opposé une résistance armée lors de leur poursuite et qui en outre étaient soumises à la juridiction lettone. Mais à l'avenir, étant donné la convention conclue entre la Russie et la Lettonie sur le droit d'optation et sur la remise des criminels, les incidents de ce genre seront rendus impossibles. La convention d'optation sera conclue ces jours-ci.

Quant aux relations économiques entre la Lettonie et la Russie, dans ce domaine il a été beaucoup parlé, mais peu fait. Le gouvernement y accordera une sérieuse attention et il faut supposer qu'en l'absence d'incidents comme les précédents la question du transit sera également résolue. La semaine prochaine commenceront les conférences russo-lettonnes sur les questions économiques. Le ministre a déclaré ensuite: „Après la conférence de la Lettonie et de l'Esthonie avec le ministre des Affaires Etrangères Lithuanien Puritskys, la question de la formation d'une ligue des Etats Baltiques a pris une forme plus concrète. Aujourd'hui le Gouvernement Letton entre-

prendra la conclusion des traités parallèles avec la Lithuanie et l'Esthonie. En même temps et aux mêmes conditions, conformément à la déclaration, on compte unir en une Entente baltique la Lettonie, la Lithuanie, l'Esthonie et la Finlande. En ce qui touche la Pologne, il est considéré comme inutile de la faire entrer immédiatement dans l'alliance avec les 4 autres Etats, mais il y a plusieurs questions économiques sur lesquelles des accords sont possibles avec la Pologne aussi. La situation spéciale de la Finlande provient de ce que sa situation économique est incomparablement meilleure, et c'est pourquoi une alliance immédiate présente pour elle peu d'avantages économiques. Les pourparlers sur la date de la conclusion des traités sont menés avec les représentants esthoniens et lithuaniens. En ce qui concerne l'Ukraine, Meerovitz a répondu aux journalistes que la conclusion du traité entre la Lettonie et l'Ukraine a été retardée par la crise ministérielle.

Tchéco-Slovaquie.

Riga, 27 juin.—„L'Humanité“ du 18 annonce de Prague que le député Sméral ne peut pas se mettre en route pour le Congrès de la III-e Internationale à Moscou parce que le Consul allemand de Prague refuse de viser le passeport pour la traversée du territoire allemand.

Haute-Silésie.

On annonce de Haute-Silésie que les insurgés ont commencé leur retraite de Rosenberg, Kattowitz et Ratibor.

Pologne.

Varsovie, 28 juin.—Le „Nasz Kuryer“ annonce: „Hier à Varsovie la police a fait une rafle sur les délégués et les invités du Congrès des coopératives. Plus de dix personnes ont été arrêtées“. D'après les autres sources, la rafle et les arrestations ont été suscitées par des articles provocateurs du „Robotnik“ accusant les communistes de vouloir faire servir le congrès à leurs desseins politiques et invitant le gouvernement à prendre des mesures pour les empêcher.

Les imprimeurs de Lvov ont réclamé une élévation de salaire de 60%. Dans une conférence avec les propriétaires des imprimeries, ils ont consenti à ramener ce chiffre à 30%. Les entrepreneurs continuant de refuser et proposant seulement 12%, les ouvriers ont décidé de commencer la grève dans toutes les imprimeries.

Pays Balkaniques.

Le „Janaukas Zinas“ du 27 juin annonce que la gendarmerie lettone continue à rechercher les autres „terroristes“ soupçonnés de complicité avec les communistes fusillés. Les recherches sont restées sans succès.

Proche-Orient.

Helsingfors, 26 juin.—Le journal „Uusi Suomi“ insère une communication de son correspondant particulier d'Athènes d'après laquelle le gouvernement grec aurait remis au gouvernement soviétique une note déclarant que la Grèce est en état de guerre avec la Russie Soviétique.

(Une nouvelle analogue se trouve dans les journaux polonais, d'après des renseignements émanant d'Athènes et de Berlin.

D'après les renseignements pris au Commissariat des Affaires Etrangères aucune communication semblable n'a été reçue. Le gouvernement Soviétique n'a été avisé ni par radio ni autrement d'une note de cette teneur).

Berlin, 27 juin.—Le „Temps“ annonce l'opposition croissante contre l'intervention britannique dans le conflit grecoturc. Les leaders du mouvement en faveur du Kbalifat ont, paraît-il, menacé de proclamer la république aux Indes, si l'Angleterre continue à mener une politique hostile, même indirectement, par l'entremise des grecs.

Nauen, 28 juin.—On annonce de Constantinople une victoire turque sur les Grecs dans la région d'Ismid et de Smyrne.

Pour le Congrès.

Octobre.—Essai photographique sur l'histoire de la grande révolution d'Octobre, 1917-1920, par N. N. Gliébov-Poutilovski.

Le travail exécuté par les collaborateurs de la section photo-cinématographique de Pétrograd, sous la direction du vieux communiste Gliébov-Poutilovski, connaisseur éminent en la matière, est un premier essai de raconter dans la langue internationale du dessin, l'histoire et les progrès de la grande puissance soviétiste depuis la révolution d'Octobre jusqu'à nos jours. L'idée de Gliébov doit être reconnue comme féconde et digne du plus chaud soutien. Son exécution est entièrement réussie, surtout si l'on tient compte des difficultés que comporte un pareil début.

L'album est composé de 39 pages. A la fin se trouve une explication-clé en français, allemand et russe, se rapportant à chaque page. Sur la première page, au-dessus de la tête de Karl Marx, nous voyons quatre portraits miniatures, mais parfaitement nets, joliment exécutés des martyrs de la révolution sociale: Rosa Luxembourg, Karl Liebknecht, Volodarski et Ouritski. Sur la même page est représenté Lénine debout sur une grosse éstrade de bois à Moscou, prononçant un discours. Le vent agite les têtes des assistants, arrache les étendards, comme s'il tâchait de les briser et de les emporter.

Particulièrement intéressante est la page 5, représentant la première manifestation bolchévique, (3-5 juillet 1917), ensuite des piquets et des patrouilles d'ouvriers, une première vérification des documents.

La page 7 est consacrée à Lénine, les pages 12 à 15 à Trotsky et à l'armée rouge, la page 16 à Zinoviev. Les pages 17 à 20 au Premier et au Second Congrès de l'Internationale Communiste, les pages 21 et 22 au premier Congrès des Peuples de l'Orient à Bakou.

Les pages suivantes sont dédiées à la classe ouvrière, aux masses populaires, à la construction du monde nouveau. Voici le travail bouillonnant dans les ateliers d'usines: on coupe et on scie du bois, on extrait du charbon et de la tourbe. Plus loin: voici l'usine Poutilov, les samedis communistes, l'éducation enfantine, la gymnastique etc. Enfin les maisons de repos, où, dans les meilleurs hôtels aristocratiques et bourgeois, les ouvriers et les ouvrières réparent leurs forces et leur santé. La dernière page concerne la place de la révolution à Pétrograd, avec les tombes des héros.

L'album de Gliébov-Poutilovski se ferme sur une liste de 5 éditions de l'Internationale Communiste à Pétrograd et à Moscou dans les 4 langues, russe, allemande, anglaise et française avec un index analytique pour les Nos 1 à 16 de l'Internationale Communiste (mai 1919-mars 1921).

Parmi toutes les illustrations de l'album la page 25 contient une idée particulièrement intéressante et originale. Nous avons ici devant nous la foule ouvrière immense, un océan de têtes humaines. Cette page de plus d'un archine de longueur donne mieux que toute une série d'articles ou de récits l'idée du fondement solide sur lequel repose le pouvoir des Soviets et de la symbiose brûlante des masses populaires pour l'idéal communiste. Ici nous avons avec les drapeaux rouges révolutionnaires des milliers et des milliers d'ouvriers célébrant le II-ème Congrès de l'Internationale Communiste. Toutes ces vagues de la mer humaine, se suivant les unes les autres, comme dans l'océan même, retentissent d'un seul et redoutable motif: „Vive le pouvoir des Soviets, vive la III-ème Internationale Communiste.“

Souhaitons à cet album, produit de l'énergie et de l'initiative des collaborateurs de la section photo-cinématographique le succès qu'il mérite. Chacun des participants du III-ème Congrès emportera cet album avec lui. Il rappellera aux délégués le grand pays qui le premier a commencé la guerre contre un monde de violences et d'exploitations, le pays dont ils quitteront bientôt le sol pour regagner leur patrie et continuer la grande œuvre commencée en octobre 1917. Cet album à la main en le commentant et en le complétant, de nombreux délégués raconteront à leurs camarades tout ce qu'ils ont vu et entendu en Russie Soviétique. Ces modestes images leur donneront la possibilité de fournir à leurs auditeurs l'impression juste que le grand pays ouvrier et paysan, attaqué par les bandits de l'impérialisme international, voué à la faim, au froid, au blocus inhumain, lutte pour un avenir meilleur et bâtit pour un monde nouveau.

Que la première expérience modeste de Gliébov-Poutilovski, non exempte d'ailleurs des défauts inévitables en cette matière nouvelle soit le début d'une nouvelle série de travaux analogues pour donner dans la langue internationale un récit objectif de la vie, des épreuves et des

exploits héroïques, des victoires et des échecs, des ouvriers et des paysans qui frayent la voie communiste dans le maquis capitaliste plein des hydres venimeuses de l'impérialisme et où à chaque pas derrière chaque arbre, tombant sous les coups des hardis pionniers, se cachent dans les tanières de la contre-révolution, les pillards capitalistes: aiguisant leurs dents et leurs griffes pour de nouvelles batailles sur toutes les mers et tous les continents.

MICHEL PAVLOVITCH.

EN RUSSIE.

Dans un club ouvrier de malades envoyés en traitement à Simféropol, a eu lieu un meeting, organisé par le groupement communiste du train sanitaire 82, arrivé de Nijni-Novgorod. Après un exposé sur la III-e Internationale, tous les malades ont voté la résolution suivante.

„Nous autres, ouvriers de Novgorod et de Moscou, venus en traitement dans la bienfaisante Crimée, nous apportons notre reconnaissance fraternelle à notre chère et valeureuse armée rouge, qui a conquis pour nous, par son héroïsme, la côte d'azur du prolétariat. Nous remercions également nos chefs aimés, sous la direction desquels les guerriers rouges nous ont donné la possibilité de rétablir notre santé perdue au travail dans les usines.

Nous adressons un chaleureux salut à la III-ème Internationale Communiste, état-major de la révolution communiste universelle qui transformera dans le monde entier les villes d'eaux de la bourgeoisie en sources de santé pour le prolétariat.“

— Pour secourir les mineurs anglais en grève, les mineurs du bassin de Kizel dans l'Oural dans la nuit du 11 au 12 juin se sont mis en marche au chant de l'Internationale pour aller travailler en „samedi communiste“, afin de montrer leur dévouement et leur solidarité avec les camarades étrangers.

Dans ce „samedi communiste“, les mineurs de Kizel ont extrait 39.055 pouds de charbon.

— Le Conseil de Travail et de la Défense a ordonné à la Direction du Génie de former pour le Commissariat de l'Agriculture 39 stations électriques ambulantes, à raison de 10 par mois. Ces stations seront ainsi utilisées lors de la prochaine moisson.

— Le Conseil du Travail a chargé le Comité Central des Bois de couper cette année (1er juillet 1921-1er juillet 1922) 10.500.000 saïènes cubiques (environ 100 millions de stères) de bois de chauffage et 3.000.000 de bois de travail.

— Le Conseil du Travail a donné l'ordre de procéder pendant la présente saison à la réparation générale des lignes télégraphiques et téléphoniques de la République. Des rations fortes sont prévues à cet effet pour un personnel de 25.000 hommes.

— Les dernières nouvelles annoncent une amélioration de l'Etat des blés. A Kalouga les pluies promettent une abondante fenaion. A Irbit les blés de printemps sont excellents, etc...

— De Sibérie on a terminé tous les travaux préparatoires au recouvrement de l'impôt sur le beurre. D'après les premiers renseignements la population s'acquittera de l'impôt intégralement. Aussitôt le chiffre indiqué versé, la Section d'Approvisionnement de Sibérie décrètera la vente libre du beurre, et les coopératives entreront en action avec un fonds de marchandises pour l'échange et aussi des ressources financières pour l'achat des produits offerts par les paysans.

— Les extractions de sel en 1921 de même que les expéditions ont dépassé de 200 à 250% les résultats des mêmes mois de 1920: 5.680.000 pouds de janvier à avril au lieu de 1.730.000.

— Le 20 juin Pétrograd a fêté le premier anniversaire des „Maisons de repos“ pour les ouvriers. Il en existe maintenant 50 dans la province de Pétrograd. 8% des travailleurs en ont profité cette année, 24.071 membres des différents syndicats y ont séjourné du 1er mai 20 au 1er mai 21, dont 5.097 métallurgistes, 1.864 travailleurs municipaux, 1.084 ouvriers de l'industrie chimique, 2001 imprimeurs, 1.425 du cuir, etc... Tous les pensionnaires ont augmenté de 3 à 10 livres.

— En Crimée la surface ensemencée a dépassé de beaucoup celle de 1917. Les pluies ont amélioré l'état des blés et des jardins. Les vignes sont en bon état.

Publié par la Section de la Presse de l'Internationale Communiste.

Le Rédacteur responsable: T. AXELROD.

Imprimerie de la III-ème Internationale.